

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT **SUR OFFRES DE PRIX N°55/2019/MEF/AC/INF**

Le 10 septembre 2019 à 09 heures 30 minutes, il sera procédé dans la salle des réunions de la Direction des Affaires Administratives et Générales du Ministère de l'Economie et des Finances, sise au 2ème étage, entrée D, bâtiment extension, quartier administratif, Rabat - Chellah, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour l'assistance technique au développement d'une solution informatique pour la priorisation des projets d'investissement public pour le compte de la Direction du Budget.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des Achats de la Direction des Affaires Administratives et Générales - Ministère de l'Economie et des Finances - Rabat - Chellah. Bureau n°234, 2ème étage Entrée «D», Il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) et du site Internet du Ministère de l'Economie et des Finances (www.finances.gov.ma) (Rubrique "Appel d'Offres").

- Le montant du cautionnement provisoire est fixé à dix-huit mille dirhams (18 000,00 DH).
- L'estimation des coûts des prestations est fixée comme suit : Un million deux cent mille dirhams toutes taxes comprises (1 200 000,00DH TTC)

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du Décret n° 2.12.349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau d'ordre de la DAAG du Ministère de l'Economie et des Finances, Quartier Administratif Rabat-Chellah ;
- Soit les envoyer par courrier recommandé, avec accusé de réception, au bureau d'ordre précité ;
- Soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit déposer, leurs plis, par voie électronique à partir du portail marocain des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 5 du règlement de consultation.